

Concours : 3^e Concours ENMEpreuve : Cas pratique de droit pénal et procédure pénale**CONSIGNES**

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Cas pratique de droit pénal et de procédure pénale

À la lecture des faits, il conviendra d'envisager successivement la qualification des faits (I), la régularité des actes d'enquête (II), les voies procédurales possibles (III) et enfin les mesures pré-sententielles envisageables (IV).

I / La qualification des faits

Il s'agit ici d'étudier successivement les faits relatifs aux coups de feu visant Julius C. (A), ceux relatifs aux cartes bancaires (B) puis la question du cumul des qualifications et des peines (C).

A / Les faits relatifs aux coups de feu visant Julius C.

Il importe d'envisager la responsabilité de Matteo D. et de Kevin B.

1) La responsabilité de Matteo D.

Matteo D. a fait feu à l'aide d'une arme sur Julius C., il pourrait donc être envisagé la qualification de tentative de meurtre.

En effet le meurtre défini par l'article 221-1 du code pénal se définit par l'action de donner volontairement

N°**1/11**

la mort à autrui. Si au visa de l'article 121-4 du même code la tentative d'un crime est toujours punissable ce qui implique que la survenue de Julius C. ne fasse pas obstacle à cette qualification, la loi et la jurisprudence impose la preuve d'une intention, un dol spécial consistant dans la volonté de donner la mort, l'*animus necandi* (Crim 8 jan 1991). Or il apparaît dans les déclarations de Matteo D. que ce dernier voulait blesser Julius et lui faire peur, mais pas le tuer. Cette déclaration est corroborée par le fait que les tirs ont visé les jambes, loin des points vitaux. Dès lors le meurtre ne saurait être retenu et il s'agit de retenir des violences volontaires.

L'élément légal de l'infraction de violence volontaire ayant entraîné une incapacité totale de l'auteur pendant plus de 8 jours réside dans l'article 222-11 du code pénal.

L'élément matériel impose la caractérisation d'un fait positif de Matteo D. et un résultat sur la personne de Julius C. En l'espèce Matteo D. a usé d'une arme sur Julius C., lui occasionnant alors une blessure transfixiante de la jambe et une fracture tibiale source d'une invalidité de 60 jours. Le fait, le résultat et le lien de causalité sont satisfaits.

L'élément moral réside dans la caractérisation d'un dol général et d'un dol spécial qui se manifeste par la volonté de blesser et de provoquer de la douleur. En l'espèce Matteo D. a volontairement tiré, en sachant bien que cela occasionnerait des blessures. L'élément moral est satisfait.

Matteo D. ne semble pas pouvoir utilement soulever de circonstance susceptible de l'exonérer de sa responsabilité.

Dès lors, sur le fondement de l'article 222-12 du code pénal qui prévoit au titre des circonstances aggravantes du délit prévu par l'article 222-11 du même code la minorité de la victime (222-12 2°), Julius C. ayant 16 ans, la commission par plusieurs personnes en qualité d'auteurs ou de complice (8°) et la commission avec l'usage d'une arme (10°) caractérisée par l'arme à feu

Matteo D. encourt une peine de 10 ans d'emprisonnement et 150 000 euros d'amende.

2) La responsabilité de Kevin B.

Il s'agit ici de caractériser la complicité de Kevin, car conduisant la voiture sans avoir lui-même tiré il ne saurait être considéré comme co-auteur.

L'article 1217 du code pénal prévoit que la complicité se caractérise par l'aide, l'assistance ou la facilitation de la commission d'un délit ou sa préparation.

Ici Kevin a accepté de conduire Matteo D. devant chez Julius afin qu'il l'agresse puis l'a aidé à s'enfuir rapidement des lieux. La complicité est caractérisée.

L'article 121-6 du code pénal prévoit que le complice est passible de la même peine que l'auteur principal. Ainsi Kevin B. encourt une peine de 10 ans d'emprisonnement et 150 000 euros d'amende avant l'application des dispositions particulières applicables aux mineurs, Kevin ayant l'âge de 16 ans.

Il convient enfin de signaler que Kevin pourrait également faire l'objet de poursuites pour conduite sans permis au regard de son âge. Toutefois cette infraction n'étant pas au programme de l'épreuve elle ne sera pas approfondie.

B) Les faits relatifs aux cartes bancaires.

Il s'agit ici d'étudier la qualification de vol.

L'élément légal réside dans l'article 311-1 du code pénal qui le définit de détenir en connaissance de cause une chose qui provient d'un crime ou d'un délit.

L'élément matériel réside dans la détention par Kevin B., à son domicile, de cartes bancaires qui s'avèrent volées.

L'élément moral de l'infraction réside dans la détention volontaire, et en connaissance de l'origine frauduleuse, des objets. Ce critère est satisfait car Kevin B. affirme avoir acheté les cartes bancaires à une personne les présentant comme volées.

Au titre de l'article 321-1 il encourt donc 5 ans et 375 000 euros d'amende, sans tenir compte de sa ^{minorité}.

Kevin pourrait arguer de sa minorité pour s'exonérer de sa responsabilité pénale. Toutefois les dispositions conjointes des articles 132-8 du code pénal et 11-1 du code de justice pénale des mineurs prévoient que le mineur est responsable si il est établi qu'il est doté de discernement, soit qu'il a conscience de la portée de ses actes et qu'il est capable de comprendre la portée qui le vise. En l'espèce, Kevin B. étant âgé de 16 ans la caractérisation du discernement ne semble pas faire de difficulté. Dès lors il sera pénalement responsable.

C/ Sur le cumul de qualification et des peines encourues.

Matteo D. encourt sans difficulté 10 ans d'emprisonnement et 150 000 € d'amende pour l'infraction de violence.

Kevin est en recherche poursuivie pour deux infractions non encore jugées. Conformément aux dispositions des articles 132-2 et suivant du code pénal les infractions en concours voient leur peine de même nature se cumuler jusqu'à atteindre le plafond prévu par la plus grave d'entre elles. Ainsi Kevin B. encourrait si il était majeur une peine de 10 ans d'emprisonnement et 375 000 euros d'amende.

Toutefois en vertu de l'excuse de minorité les peines sont réduites de moitié pour l'emprisonnement et plafonnées à 7500 € pour les amendes (articles 111-5 et 111-6 du même code).

Kevin encourt donc une peine de 5 ans d'emprisonnement et 7500 € d'amende.

Il convient cependant de rappeler que le Tribunal pour enfant pourra, en des circonstances exceptionnelles retenir à Kevin B. le bénéfice de l'excuse de minorité car il a plus de 16 ans (111-7 du même code). Cependant cela ne semble pas pertinent ici.

Concours : 3^e concours ENM

Epreuve : Cas pratique de droit pénal et de procédure pénale

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



II La régularité des actes d'enquête

Il importe tout d'abord de définir le cadre d'enquête (A) puis d'étudier la régularité des investigations relatives à l'arrestation de Matteo D. (B), de l'exploitation des téléphones portables (C) et des perquisitions et saisies au domicile de Kevin B. (D) avant enfin de s'attacher aux conditions de leur garde à vue (E).

A Le cadre d'enquête

L'article 53 du code de procédure pénale définit le régime de la flagrance, lui donnant comme condition d'application trois critères : un fait récent, une constatation objective et une gravité suffisante.

En l'espèce il s'agit de l'énoncé que la police est arrivée sur les lieux de la fusillade quelques minutes après son déroulement. Le critère de récence est satisfait. De plus le témoignage de personnes identifiées ainsi que la constatation de la victime blessée par balle satisfont le critère d'objectivité. Enfin, la gravité s'entend par le fait que l'infraction constatée soit punie d'emprisonnement ne fait aucun doute dans le cadre de violences avec arme. Donc le cadre d'enquête sera la flagrance prévue par les articles 53 et suivants du même code.

B Les investigations relatives à l'arrestation de Matteo D.

Afin de confondre Matteo D. et d'identifier son véhicule

N°

S.J.11

les enquêteurs ont recours à l'exploitation des images de vidéo-surveillance disposées dans le quartier.

L'article 60-1 du code de procédure pénale prévoit la possibilité pour les officiers de police judiciaire de requérir de toute personne ou établissement public ou privé des informations en leur possession susceptible d'aider l'enquête. Si l'obtention de photo ou de vidéo montrant une personne dans un lieu privé est soumise à l'autorisation du juge des libertés et de la détention (Crim 11 oct 2011) les enregistrements de vidéo surveillance placés sur la voie publique ou dans les parties communes d'immeubles collectifs sont éligibles à cette requête (Crim 6 mars 2013). La vidéo surveillance exploitée résultant de l'observation du véhicule sur la voie publique, la mesure est régulière.

C. Sur l'exploitation des téléphones portables

Sur le fondement de l'article 73 du code de procédure pénale les fors de l'ordre interpellé régulièrement Matteo D. à son domicile.

Dans le cadre d'une infraction flagrante et si cela s'avère nécessaire afin d'acquies la preuve des infractions soupçonnées l'officier de police judiciaire peut procéder à une perquisition du domicile du suspect sous réserve que ce dernier soit présent (article 56 du même code) et que l'ait lieu entre 6h et 21h comme le prévoit l'article 58 du dit code. En l'espèce ces conditions sont réunies et la perquisition semble régulière.

Concernant l'exploitation des téléphones trouvés chez Matteo D., l'article 60 du même code permet aux officiers de police judiciaire de requérir l'assistance d'experts et de techniciens. Si il n'est pas question d'obtenir des informations relative à la localisation ou aux données stockées par les opérateurs mobiles mais simplement d'accéder au contenu d'un appareil de stockage. Si la perquisition peut autoriser cela sur un ordinateur à travers l'article 57-1 du dit code, l'article 60 permet de le réaliser sur les objets saisis tels que les téléphones.

D Les perquisitions et saisies du domicile de Kevin B.

À titre liminaire il convient de rappeler que l'article 59 du code de procédure pénale prévoit un encadrement horaire des perquisitions entre 6h et 21h. Or Kevin est ici interpellé à son domicile à 20h30, et il est annoncé que les forces de l'ordre ont réalisé une perquisition dans la foulée de cette arrestation, signifiant que celle-ci allait très probablement se prolonger au delà de 21h. Toutefois, la jurisprudence admet que la perquisition soit régulière tant qu'elle ait effectivement débuté dans les limites horaires définies par l'article 59. Dès lors cet aspect est régulier.

L'article 56 du dit code prévoit que la perquisition doit se faire en présence de l'intéressé ce qui semble être le cas ici. Toutefois, la perquisition vise, dans la procédure de complicité de violence avec arme ayant entraîné une ITT supérieure à 8 jours, à recueillir des preuves relatives à cette infraction et seulement à cette infraction. Or les cartes bancaires, si elles traduisent la probable commission d'un autre délit, ne saurait être mise en lien avec l'affaire ayant motivé la mesure. Toutefois, la Cour de cassation accorde le droit aux officiers de police judiciaire pratiquant une perquisition d'opérer une saisie se rapportant à une autre infraction qu'en cas de délit flagrant puni d'emprisonnement. En l'espèce l'infraction de recel étant continue, ce qui signifie qu'elle est réputée se commettre aussi longtemps que dure la possession de la chose frauduleuse, et punie d'emprisonnement, la saisie des cartes bancaires semble régulière.

E La régularité des garde à vue

À titre liminaire il convient de rappeler que le recours à la garde à vue est conditionné à son caractère indispensable afin de satisfaire les objectifs limitativement énumérés par l'article 62-2 du code de procédure pénale. Parmi ces objectifs figurent notamment la garantie de pouvoir présenter le suspect au procureur, la poursuite des investigations et la nécessité d'empêcher la concertation et la

suite d'éventuels complais.

Il convient d'encadrer séparément les situations de Matteo D. et Kevin B.

1) La garde à vue de Matteo D.

L'officier de police judiciaire place Matteo D. en garde à vue dès son interpellation. En raison de la connaissance des policiers qu'il a agi avec un complice, les objectifs de garantir sa présentation, permettre la poursuite de l'enquête et d'empêcher la consultation avec son complice semblent effectivement justifier le recours à la mesure conformément à l'article 62-2 du code de procédure pénale.

En l'absence d'élément concret il conviendrait de considérer que les obligations d'information du procureur (article 63 du même code) et la notification des droits prévues par l'article 63-1 du dit code ont été satisfaites ainsi que la remise du document mentionné par l'article 803-6 du même code.

Si l'article 63-2 du code de procédure pénale prévoit que le suspect peut faire la demande de faire prévenir une personne par téléphone, les personnes éligibles sont la personne avec laquelle il vit habituellement, l'un de ses parents en ligne directe ou ses frères et sœurs. Dès lors le refus qui lui est opposé semble régulier.

Enfin l'article 63-3-1 du même code prévoit que le suspect peut demander l'assistance d'un avocat dès le début de la garde à vue, et il ressort des faits que Matteo D. a fait ce choix. Sans réserve alors que l'avocat, conformément à l'article 63-4-2 et ainsi qu'il a été présent lors de chaque audition la garde à vue est régulière.

2) La garde à vue de Kevin B.

L'article 413-6 du code de justice pénale des mineurs prévoit que le mineur âgé d'au moins 13 ans peut être placé en garde à vue, ce qui est le cas ici.

Toutefois l'officier de police judiciaire doit, en matière de

Concours : 3^e Concours ENM

Epreuve : Cas pratique Pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



délinquance par un mineur aviser les représentants légaux ou la personne ou le service auquel le mineur est confié après avoir satisfait à l'exigence d'information du procureur de l'article 63 (article 413-7 du code de justice pénale des mineurs).

Dès le début de la garde à vue le procureur devra désigner un médecin si le suspect, âgé de 16 ans, le demande après avoir été informé de son droit à un examen médical. Cette demande peut également être faite par ses représentants légaux (article 413-8 du même code).

Kevin devra, sur le fondement de l'article 413-9 du même code être assisté d'un avocat dès le début de la garde à vue, celui-ci pouvant être désigné par lui-même, ses représentants légaux ou commis d'office après saisie du bâtonnier par l'officier de police judiciaire. De plus, les entretiens devront faire l'objet d'un enregistrement audiovisuel (article 413-12 du dit code).

Il devra également lui être notifié, comme pour les majeurs, les droits énoncés par l'article 63-1 du code de procédure pénale.

III Les voies de procédure possibles

Au regard de la minorité et des particularités procédurales qui s'y attachent, il y a lieu de disjoindre l'instance afin que Kevin soit jugé pour les deux infractions en concours par les tribunaux spécialisés. En effet ses antécédents et la situation ne sont

pas suffisamment grave pour que lui soit refusé la circonstance de sa minorité et qu'il soit jugé avec les adultes.

A) S'agissant de Matteo D.

Matteo D. a déjà été condamné à trois reprises pour infraction relatives aux stupéfiants et pour violence. Suite à sa dernière condamnation en date du 20 septembre 2023 il a écupé d'une peine de six mois d'emprisonnement sous le régime de la semi liberté.

À l'issue de sa garde à vue Matteo D. sera déféré devant le procureur conformément à l'article 393 du code de procédure pénale. L'article 40 du dit code pose le principe de l'opportunité des poursuites ce qui implique que le procureur a libre choix de la voie qu'il trouve opportune.

Ici, au vu de la gravité des faits et des lourds antécédents de Matteo D. les alternatives aux poursuites (42-1ets.) et l'ordonnance pénale semblent inadéquates. De plus la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité de l'article 495-7 du dit code est inapplicable en raison de la qualification choisie. Dès lors il s'agit de le renvoyer devant le tribunal correctionnel.

Ce renvoi ne saurait se faire selon les modalités des articles 390 et suivants du même code car la citation ne permet pas la mise en place de mesure provisoire, nécessaire ici au vu de la dangerosité de l'individu. Reste alors la convocation par procès verbal de l'article 394 du dit code qui renverra Matteo devant le tribunal correctionnel et permettra au procureur de saisir le juge des libertés et de la détention afin de mettre en place un contrôle judiciaire voire une mise en détention provisoire. Le procureur pourrait aussi recourir à la procédure de comparution immédiate prévue par l'article 395 du dit code. L'affaire étant actuellement clivée et en l'état d'être jugée, cela semble représenter la meilleure option ici.

B) S'agissant de Kevin B.

Conformément à l'article 423-1 le procureur pourra ici saisir le tribunal pour mineurs.

Sur le fondement de l'article 423-4 du code de justice

pénale des mineurs le procureur peut saisir le juge des enfants selon la procédure de mise à l'épreuve éducative. Il peut également si les circonstances d'une particulière gravité l'exigent et si le mineur a plus de 13 ans saisir le tribunal aux fins de jugement en audience unique.

Cela ne semble pas s'imposer en l'espèce, le procureur demandera le recueil d'informations socio-éducatives et convoquera le mineur devant la juridiction pour mineur conformément à l'article 423-7 du dit code

IV/ Sur les mesures pré-sentencielle

Concernant Matteo il s'agira d'avertir son juge d'appel des peines aux fins de révocation des sursis et de demander la mise en place par le JLD d'une détention provisoire au regard de sa dangerosité et de la gravité répétée des faits conformément aux prescriptions et conditions des articles 137-3 et 144 CPP.

Concernant Kevin, il s'agira de renforcer les mesures d'assistance éducatives et éventuellement d'opérer un placement en institution si il apparaît qu'une rupture avec son environnement serait de nature à prévenir la récidive et favoriser sa rescolarisation.

